

[Français]

**LA CHAMBRE DES COMMUNES****A PROPOS DE LA TENUE D'ÉLECTIONS  
PARTIELLES**

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Gérard Laprise (Chapleau):** Monsieur le président, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre. A-t-il l'intention d'annoncer bientôt la tenue d'élections partielles pour remplir les vacances à la Chambre?

[Traduction]

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Avant longtemps, monsieur l'Orateur.

**LA SÉCURITÉ NATIONALE****L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION  
ROYALE**

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke):** Monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis de poser une question au premier ministre. Est-il en mesure de nous dire quand débutera l'enquête promise sur la sécurité, et qui en sera chargé?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'espérais que l'enquête serait déjà entreprise, mais il a fallu plus de temps que nous l'avions cru pour mettre au point les détails relatifs à toutes les attributions. C'est maintenant terminé et nous sommes en train d'inviter les commissaires qui s'acquitteront de cette importante tâche qui exigera plusieurs mois.

**LES TRANSPORTS****LA VOIE MARITIME ET L'AMORTISSEMENT  
DE SA DETTE**

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Je tiens à le faire maintenant car il est clairement impossible d'inscrire une question au *Feuilleton* et espérer obtenir une réponse avant le mois d'octobre et le gouvernement peut prendre d'ici trois mois des mesures irrévocables. Comme le gouvernement se croit contraint d'augmenter les péages sur la voie maritime du Saint-Laurent, le ministre ne sait-il pas que rien dans la loi sur la voie maritime du Saint-Laurent n'exige que l'Administration de la voie maritime—contrairement à la condition statutaire imposée à la société américaine correspondante—amortisse sa dette en deçà d'une période déterminée?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Dans cette forme, la question est irrecevable.

[Plus tard]

**M. R. R. Southam (Moose-Mountain):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports. L'urgence de ma question provient d'un grave souci exprimé par les agriculteurs du Canada. Est-il vrai que le ministre a agréé la recommandation de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent en vue de la majoration du péage?

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je crois avoir dit à la Chambre l'autre jour, mais il est peut-être utile de le répéter, que le gouvernement n'a pas pris position sur l'affaire, car nous souhaitons que les négociations avec les États-Unis continuent et préférerions de beaucoup un accord conjoint à des initiatives distinctes des deux pays.

**L'hon. M. Hees:** Comme question supplémentaire au ministre des Transports, n'est-il pas exact que les péages du canal Welland font maintenant partie de l'entente sur la voie maritime du Saint-Laurent avec les États-Unis?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je crois que cette question est irrecevable elle aussi.

**LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE****LE REVENU GARANTI ET L'ÉVALUATION  
DES RESSOURCES**

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, sans rechercher la controverse, je voudrais simplement poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. La déclaration de cet après-midi au sujet des pensions et du revenu annuel garanti destinés à nos concitoyens âgés implique-t-elle l'évaluation des ressources?

**L'hon. A. J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Non, monsieur l'Orateur.

**M. Graffey:** Monsieur l'Orateur, une autre question complémentaire. Le ministre a déclaré que sa déclaration n'implique pas l'évaluation des ressources. Sans vouloir faire un jeu de mot, implique-t-elle l'évaluation des besoins?

**L'hon. M. MacEachen:** Non, monsieur l'Orateur.

**M. J. H. Horner (Acadia):** Monsieur l'Orateur, je voudrais également poser au ministre une question supplémentaire au sujet de l'annonce qu'il a faite cet après-midi. Se